



## Assemblée générale

Distr. limitée  
21 octobre 1999  
Français  
Original: anglais

---

### Cinquante-quatrième session

### Troisième Commission

Point 107 de l'ordre du jour

### Prévention du crime et justice pénale

**Afrique du Sud, Autriche, Bahamas, Bélarus, Chili, Colombie, Croatie, Chypre, Espagne, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Grèce, Italie, Irlande, Israël, Kazakhstan, Kirghizistan, Lituanie, Madagascar, Malte, Portugal, Roumanie, Saint-Marin, Slovaquie, Suède, Togo, Turquie et Ukraine : projet de résolution**

### **Renforcement du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, en particulier de ses moyens de coopération technique**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 46/152 du 18 décembre 1991 concernant l'élaboration d'un programme des Nations Unies efficace en matière de prévention du crime et de justice pénale dans laquelle elle a approuvé la déclaration de principes et le programme d'action reproduits en annexe à ladite résolution,

*Ayant à l'esprit* les objectifs fixés par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, à savoir réduire la criminalité, appliquer les lois et administrer la justice d'une manière plus efficace, assurer le respect des droits de l'homme et promouvoir les normes les plus strictes en matière d'équité, d'humanité et de comportement professionnel,

*Convaincue* qu'il est souhaitable d'instaurer une coordination et une coopération plus étroites entre les États dans la lutte contre la criminalité, y compris les crimes liés à la drogue, tels que le blanchiment de l'argent, le trafic d'armes et les crimes terroristes, et consciente du rôle que pourraient jouer à la fois l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales à cet égard,

*Reconnaissant* qu'il faut d'urgence renforcer la coopération technique afin d'aider les pays, en particulier les pays en développement et en transition, dans les efforts qu'ils déploient pour mettre en pratique les principes directeurs des Nations Unies,

*Rappelant* les résolutions dans lesquelles elle a prié le Secrétaire général de mettre d'urgence à la disposition du Programme des Nations Unies en matière de prévention du

crime et de justice pénale des ressources suffisantes pour que les tâches à accomplir dans le cadre du Programme puissent être exécutées intégralement, compte tenu du rang de priorité élevé qui lui a été attribué,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général concernant les progrès réalisés dans l'application de sa résolution 53/114 du 9 décembre 1998<sup>1</sup>;

2. *Réaffirme* l'importance du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale de mesures efficaces qui permettent de renforcer la coopération internationale dans ce domaine, de répondre aux besoins de la communauté internationale face à la criminalité nationale et transnationale et d'aider les États Membres à atteindre les objectifs visés, à savoir prévenir la criminalité à l'intérieur de l'État et entre États et améliorer les mesures de lutte contre la criminalité;

3. *Réaffirme également* le rôle du Centre pour la prévention de la criminalité internationale du Bureau des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime du Secrétariat s'agissant de répondre, sur demande, aux besoins des États Membres en matière de coopération technique, de services consultatifs et d'autres services dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, y compris la prévention et la répression de la criminalité organisée;

4. *Prend note* du programme de travail du Centre pour la prévention de la criminalité internationale, en particulier la mise en œuvre des trois programmes internationaux visant à lutter contre le trafic d'êtres humains, la corruption et la criminalité organisée, respectivement, élaborés à la lumière des consultations étroites tenues par les États Membres et examinés par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, et engage le Secrétaire général à renforcer encore le Centre en le dotant des ressources nécessaires pour lui permettre d'exécuter pleinement ses tâches;

5. *Approuve* le rang élevé de priorité donné à la coopération technique et aux services consultatifs dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, y compris la prévention et la répression de la criminalité organisée et souligne qu'il est indispensable d'améliorer les activités opérationnelles du Centre pour la prévention de la criminalité internationale afin d'aider, en particulier, les pays en développement et en transition;

6. *Se félicite* de la multiplication des projets d'assistance technique dans le domaine de la justice pour mineurs, qui atteste que les États Membres sont de plus en plus conscients de l'importance des réformes de la justice pour mineurs dans l'instauration et la préservation de sociétés stables et de l'état de droit;

7. *Invite* les États Membres à appuyer les activités opérationnelles du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale en versant des contributions volontaires au Fond des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale;

8. *Encourage* les programmes, fonds et organismes des Nations Unies intéressés, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, les institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale, et les institutions régionales et nationales de financement, à appuyer les activités opérationnelles de caractère technique du Centre pour la prévention de la criminalité internationale;

---

<sup>1</sup> A/54/289.

9. *Demande instamment* aux États et aux institutions de financement de revoir leurs politiques de financement de l'aide au développement et d'inclure dans cette aide la prévention du crime et la justice pénale;

10. *Se félicite* des efforts déployés par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale pour s'acquitter plus énergiquement de la tâche qui lui incombe dans le domaine de la mobilisation des ressources, et lui demande instamment de renforcer encore son action en ce sens;

11. *Rend hommage* aux organisations non gouvernementales et autres composantes concernées de la société civile pour le soutien qu'elles accordent au Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale;

12. *Se félicite* des efforts déployés par le Directeur général du Bureau des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime pour renforcer les synergies entre le Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, conformément aux propositions de réforme énoncées par le Secrétaire général;

13. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour aider la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, principal organe chargé d'élaborer les politiques dans ce domaine, à remplir ses fonctions, notamment à coopérer avec les autres organes compétents, tels que la Commission des stupéfiants, la Commission des droits de l'homme et la Commission de la condition de la femme, et à coordonner ses activités avec les leurs;

14. *Réaffirme* qu'il est prioritaire d'élaborer une convention générale contre la criminalité transnationale organisée et d'autres instruments internationaux de lutte contre le trafic d'êtres humains, en particulier de femmes et d'enfants, la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions et le trafic et le transport illicites de migrants, y compris par la voie maritime, et engage les États Membres à s'employer de leur mieux à l'élaboration et à la conclusion de la convention et des protocoles y annexés;

15. *Prend note* des progrès réalisés par le Comité intergouvernemental spécial chargé d'élaborer une convention contre la criminalité transnationale organisée dans la rédaction du projet de Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des trois protocoles y annexés, concernant la lutte contre le trafic d'êtres humains, y compris des femmes et des enfants, la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions et le trafic et le transport illicites de migrants, y compris par voie maritime;

16. *Se félicite* de la décision prise par la Commission visant à intégrer une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans toutes ses activités et à prier le Secrétariat d'en faire autant pour toutes les activités du Centre pour la prévention de la criminalité internationale;

17. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-cinquième session, de l'application de la présente résolution.